



Le Plan « Réussir en Licence » : une nouvelle attaque contre les droits étudiants

Le 13 décembre 2007, en pleine mobilisation étudiante, Valérie Pécresse a annoncé un nouveau plan pour la « réussite en Licence ». Derrière ces mots se cache une nouvelle attaque contre le service public d'éducation et contre les droits étudiants fondamentaux. Le Plan Licence, tout comme la LRU, reprend dans les grandes lignes les recommandations du rapport Hetzel que la FSE combattait déjà en 2006.

Un nouveau plan de bataille pour le gouvernement et le patronat

L'automne 2007 a vu une lutte massive se construire contre la loi sur les « libertés et responsabilités des universités » dite LRU. En exigeant notamment le retrait de cette loi, les étudiant-e-s et lycéen-e-s combattaient la capitalisation de l'enseignement supérieur, c'est à dire la soumission de ce dernier aux intérêts du patronat. Disant répondre aux revendications étudiantes, le gouvernement Sarkozy/Fillon tente de museler la contestation en mettant en place de nouvelles mesures de régression sociale. De la même manière qu'il répondait au mouvement de contestation des quartiers populaires en novembre 2005 par une loi sur « l'égalité des chances » combattue par les travailleur-euse-s, **il répond aujourd'hui à la lutte contre la capitalisation de l'Université par des attaques supplémentaires contre les droits étudiants**. Notons que Pécresse s'est appuyé sur les syndicats institutionnels (UNEF, Cé) pour légitimer ses attaques. Ces derniers, après avoir négocié la LRU, osent annoncer que le Plan Licence est un acquis de la lutte alors que celui-ci était prévu depuis le rapport Hetzel.

Faire de la licence un diplôme professionnalisé, dévalorisé, et terminal pour la masse des étudiant-e-s

La logique du Plan Licence est simple : les entreprises ne veulent plus d'étudiant-e-s formé-e-s sur des connaissances fondamentales mais sur des compétences précises profitables immédiatement aux entreprises. Le but est d'accentuer la casse du cadre national des diplômes, d'individualiser ces derniers et de mettre en concurrence les étudiant-e-s. **Ce mécanisme renforce la concurrence entre travailleur-euse-s puisque ce cadre national était adossé à des droits collectifs dans le monde du travail**. C'est ainsi que, au cours de la 2ème et 3ème année, l'étudiant-e sera amené-e à « découvrir le monde de l'entreprise » et à faire obligatoirement un stage. De plus, « l'apprentissage des compétences (TIC, rédaction de CV) » sera favorisé dès la 1ère année au détriment des connaissances fondamentales liées à une discipline (lettres, droit, sciences physiques,...). Enfin, l'étudiant-e devra orienter ses choix de cursus en lien avec « une ouverture sur les métiers », c'est à dire en fonction des besoins du patronat local. Quand les entreprises participent à la gestion de l'Université, elles développent les formations qui leur sont profitables économiquement et délaissent celles ne leur rapportant rien. Elles le font d'autant plus facilement que, depuis plus de 30 ans, l'Etat se désengage financièrement de l'enseignement supérieur.

L'application concrète de la sélection à l'entrée des universités

Tout d'abord, chaque université devra afficher « les places disponibles pour chaque filière, les taux de réussite aux examens et les taux d'insertion professionnelles ». **L'université fait donc comprendre aux futurs étudiant-e-s que leurs orientations ne doit pas dépendre de critères scolaires mais économiques**. Ensuite, les lycéen-e-s recevront un « avis » d'un conseil de classe d'orientation. Le but est de dissuader l'élève de choisir une filière par goût mais en fonction de son « projet d'insertion professionnelle ». Cette pré-inscription/sélection va permettre aux universités de choisir les meilleurs étudiant-e-s au moment des procédures d'orientation, ceux/celles qui pourront payer le plus, laissant sur le carreau les plus pauvres.

Justifier une politique à l'encontre des classes populaires

Pécresse annonce que le Plan Licence, en renforçant l'insertion professionnelle des étudiant-e-s, permettra de "*diviser le taux d'échec par 2 en première année*". Nous refusons ce constat : la réelle explication de l'échec scolaire réside dans l'insuffisance des bourses sur critères sociaux et l'obligation de se salarier pour subvenir à ses besoins. Alors que les enfants d'ouvrier-e-s ont 7 fois moins de chances d'accéder à l'Université que les enfants de cadres, **le gouvernement souhaite justifier sa politique à l'encontre des classes populaires**. Sa seule réponse et d'offrir aux facs la possibilité d'embaucher des étudiant-e-s sur contrat précaire afin que ceux/celles ci soient "*plus près de leurs lieux d'études*".

Non à la mise en concurrence des universités ! Non à la mise en concurrence des travailleur-euse-s !

Ce Plan Licence est la suite logique du processus européen de Bologne. Dans la continuité des réformes LMD-ECTS et de la LRU, les gouvernements successifs accentuent la casse du cadre national des diplômes et l'autonomie pédagogique des universités. Les diplômes deviennent locaux, n'ont plus aucune valeur et leur qualité baisse (multiplication des stages, manipulation de logiciels informatiques,...). **Il s'agit d'une part d'offrir au patronat une main d'oeuvre peu formée, donc plus corvéable, et d'autre part de mettre en concurrence les travailleur-euse-s via l'individualisation de leurs statuts**. Le Plan Licence utilise la peur du chômage de masse pour professionnaliser les diplômés et dégrader nos conditions d'études. Soyons clairs, la professionnalisation ne créera aucun emploi : **ce n'est pas l'Université qui est responsable du chômage** mais le système capitaliste qui a besoin de faire pression à la baisse sur les salaires pour augmenter les profits d'une minorité.

Il faut préparer les prochaines luttes !

Alors que le gouvernement et les syndicats institutionnels présentent ce Plan Licence comme la réponse aux revendications étudiantes, nous devons, à la lumière de la lutte anti-LRU, acquérir la conscience que seule l'organisation collective des étudiant-e-s et le rapport de force permettent de défendre efficacement nos droits. L'AGET-FSE continuera de mener le combat contre la capitalisation de l'enseignement supérieur. **Nous appelons donc les étudiant-e-s à préparer les luttes futures à nos côtés et à se syndiquer** car, de son côté, le gouvernement ne perdra pas de temps pour casser nos acquis (LRU, chasse aux sans papiers, destruction de l'aide sociale étudiante, contrat unique,...). Nous devons nous tenir prêt-e-s pour riposter avec une énergie redoublée !



**NON AU PLAN LICENCE DE PECRESSE !
RETRAIT SANS CONDITION DE LA LRU !
LE SAVOIR EST UNE ARME, LE
SYNDICAT EST UNE FORCE !
SEULE LA LUTTE PAIE !**

AGET – Fédération Syndicale Etudiante
UT1-IEP UT2 UT3
aget.fse@gmail.com www.aget-fse.fr

Les documents ayant nourris la rédaction de ce tract, les textes de lois, des analyses approfondies des réformes, le guide de la FSE, des militant-e-s pouvant répondre à vos questions... sont disponibles dans les locaux de l'AGET-FSE : UT1-IEP (3ème étage de l'IEP) ; UT2 (face à l'UFR SES) ; UT3 (2ème étage du bâtiment 1A - près de Stieltjes).

Le texte du Plan Licence est disponible sur le site internet du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.